

DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES DU BURKINA FASO

CERTIFICAT DE MISE EN CIRCULATION

Nom Prénoms : **NIKI LAURENT**

Profession : **ETUDIANT**

B.P. :

Adresse : **SECTEUR 21**

Province : **KADIOGO**

Carrosserie : **MOTO SOLO**

Modèle : **KTM X-1**

Genre : **MOTOCYCLE**

Ville : **OUAGADOUGOU**

Marque : **AUTRES**

Type : **LP5XCHLC1**

N° de série : **D0258940**

Energie : **ESSENCE**

Puissance administrative : **01**

Poids à vide 75	Charge utile 16	P.T.A.C. 235	P.T.R.A. .0	Capacité	Nb de places 2
--------------------	--------------------	-----------------	----------------	----------	-------------------

Date Première Mise en Circulation : **21/01/14**

Date carte grise précédente : **3 OCT 2019**

N° d'immatriculation précédent : **VN**

Pour copie certifiée conforme à l'original qui a été déposé

Le 3 OCT 2019

Commissaire de Police



DECRET N° 55.639 DU 20 MAI 1955

Réglementant la vente à crédit des véhicules (J.O.22-5-55)

Art. 1er - Tout contrat de vente à crédit ou de prêt destiné à l'achat de véhicules automobiles, de tracteurs agricoles, de cycles à moteur et remorques tractées ou semi-tractées, assujettis à la déclaration de mise en circulation et à l'immatriculation, doit faire l'objet d'un acte sous seing privé dans les conditions fixées à l'art. 2074 du Code civil. L'enregistrement de cet acte sera fait à un taux fixé conformément à la réglementation en vigueur en matière fiscale dans ces territoires.

BASSAMA BAKOUAN
Officier de Police
Médaille d'Honneur
de la Police Nationale

**RECEPISSE
DE DECLARATION**

Art. 2 - Les vendeurs, cessionnaires de créance, escompteurs et prêteurs de deniers pour l'achat de véhicules ou engins visés à l'art. 1er, devront, pour conserver leur gage en faire mention sur un registre tenu à souche, qui sera ouvert à cet effet dans les chefs-lieux où sont émises les cartes grises. Cette mention rappellera la constitution de gage dont le véhicule ou l'engin est l'objet, le nom de l'acheteur et du créancier, et la date de l'enregistrement du contrat.

La déclaration sera faite à l'autorité qui aura délivré la carte grise. Un reçu de cette déclaration devra être délivré au créancier gagiste et ce reçu répètera littéralement la mention portée à la souche. Par la délivrance de ce reçu, le créancier gagiste sera réputé avoir conservé la marchandise en sa possession. Le créancier sera seul responsable de l'insuffisance ou de l'irrégularité de déclaration. La mention au registre prévu ci-dessus conserve le gage pendant cinq années à compter du jour de sa date ; elle peut être renouvelée une seule fois pour ce même laps de temps avant l'expiration du délai.

Les mentions inscrites antérieurement à la mise en vigueur du présent décret conservent le gage jusqu'au 30 septembre 1958. Elles peuvent être renouvelées avant cette date, pour un délai de cinq ans.

La radiation de la mention peut être requise par le créancier ou le débiteur.

Lorsqu'elle est le fait du créancier, mention de la radiation sera portée sur le reçu visé à l'alinéa 3 du présent article. Dans ce cas, le débiteur pourra, sur sa demande, obtenir un certificat de radiateur.

Lorsqu'elle est le fait du débiteur, celui-ci devra justifier de l'extinction de la dette garantie ou produire l'acte donnant mainlevée de l'inscription.

Un certificat de radiation lui sera délivré.

Art. 3 - La radiation du gage se fera quelle que soit la qualité du débiteur, conformément aux dispositions de l'article 93 du code de commerce.

I B 274498

-2013/A

77336800

Commission de la Police
1011-1101
1011-1101
1011-1101

1011-1101
1011-1101
1011-1101
1011-1101